

Affaires courantes

LE PROJET DE TAXE SUR LES PRODUITS ET SERVICES

Mme Sheila Finestone (Mount Royal): Monsieur le Président, j'interviens une fois de plus dans cette enceinte, afin d'exhorter le gouvernement à reprendre ses esprits en ce qui a trait à la façon dont il impose les Canadiens et à sa notion de taxe sur les produits et services.

Les termes de la pétition en question reflètent les craintes tout à fait sincères exprimées d'un bout à l'autre du pays par des Canadiens qui ont peur d'avoir ainsi un revenu disponible insuffisant et de ne pouvoir contribuer à l'essor de l'économie. Depuis septembre 1984, le gouvernement conservateur a imposé aux contribuables canadiens au moins 31 nouvelles taxes et augmentations d'impôt. Depuis 1984, la taxe de vente fédérale, qu'on accuse si souvent dans cette enceinte de supprimer subrepticement bien des emplois, est passée de 9 à 13,5 p. 100, et maintenant, les conservateurs veulent la ramener à 9 p. 100 et prétendent que nous devrions leur en être reconnaissants.

Le gouvernement conservateur veut imposer une nouvelle taxe fédérale sur les produits et services. Qu'elle s'établisse à 9 p. 100, 7 p. 100 ou à tout autre pourcentage, la population n'en veut pas. Manifestement, le gouvernement est sourd ou ne veut pas se donner la peine d'écouter les gens. La nouvelle taxe sera cachée, même si le gouvernement prétend qu'elle sera visible et bien comprise. Elle s'appliquera pratiquement à tous les achats. L'imposition de cette nouvelle taxe sur les produits et services frappera durement et inéquitablement les Canadiens à revenus faible et moyen. Il n'y a pas suffisamment d'argent de prévu dans la proposition des conservateurs pour permettre aux gens d'être tous sur le même pied au Canada, lorsque vient le temps d'acheter. En plus, l'application de cette taxe constituera un très lourd fardeau pour les petites entreprises.

Je tiens à présenter ces doléances au nom des électeurs de la circonscription de Mount Royal qui m'ont exhorté à m'opposer fermement, en leur nom, à cette nouvelle taxe sur les produits et services qui constitue une razzia fiscale sans précédent au Canada. Les Canadiens subiront non seulement une augmentation d'impôt, mais également une augmentation de l'inflation, des taux d'intérêt et du taux de chômage. Selon moi, le gouvernement ne se rend pas compte de ce qu'il fait.

M. John Harvard (Winnipeg—St. James): Monsieur le Président, j'ai le devoir et le privilège de présenter ici ce matin un certain nombre de pétitions jugées conformes au Règlement quant à la forme. Elles concernent toutes

la taxe sur les produits et les services, cette taxe abominable que le gouvernement conservateur projette d'imposer. Je veux citer une pétition en particulier.

Celle-ci vient de professeurs de musique de ma province, le Manitoba. Les pétitionnaires précisent que si cette taxe est imposée sur les leçons privées, elle constituera un véritable fardeau financier pour les parents et les élèves, car il leur faudra la payer toutes les semaines pendant au moins neuf mois de l'année et, souvent, pour plus d'un membre de la famille.

Ils demandent à tous les députés de rejeter catégoriquement cette taxe sur les produits et les services.

• (1210)

M. A. H. Harry Brightwell (Perth—Wellington—Waterloo): Monsieur le Président, j'ai le plaisir de présenter, conformément à l'article 36 du Règlement, une pétition signée par des citoyens de St. Mary's concernant les leçons de patinage de fantasia. Les pétitionnaires nous supplient de considérer ces leçons comme des cours en bonne et due forme et d'en exempter les frais de la taxe proposée sur les produits et les services.

VIA RAIL

M. Iain Angus (Thunder Bay—Atikokan): Monsieur le Président, j'ai l'honneur et le devoir de présenter deux groupes de pétitions à la Chambre cet après-midi. Les deux sont jugés conformes aux termes de l'article 36 du Règlement.

J'ai ici une pétition signée par des citoyens de la région de London et Kitchener en Ontario, de Melville et Yorkton en Saskatchewan et d'autres localités de l'Ouest, dont Prince-Albert, et aussi d'Ottawa.

Ces Canadiens et Canadiennes se préoccupent beaucoup du projet gouvernemental visant à réduire d'une façon draconienne les services de VIA Rail. Ils demandent au Parlement de maintenir, d'améliorer et de moderniser les services de VIA Rail dans les régions du pays où cette société peut offrir un service plus rapide, économique, sûr, commode, écologique et économe d'énergie que d'autres modes de transport.

LE PROJET DE TAXE SUR LES PRODUITS ET SERVICES

M. Iain Angus (Thunder Bay—Atikokan): Monsieur le Président, j'ai aussi un groupe de pétitions signées par 232 habitants de la circonscription de Thunder Bay—Atikokan, surtout de Thunder Bay, mais aussi d'Upsala. Ces pétitions ont été lancées par des commerçants qui s'inquiètent de la taxe sur les produits et services: Intercom Supply, Michael's Hair Design, Galaxy Lanes, Superior